

Présentation de la situation des Roms de Montreuil, de 2000 à 2007.

Les Roms de Montreuil se sont installés en 2000 environ, dans un bâtiment (rue Paul Doumer à Montreuil) appartenant au Ministère de l'Agriculture (abandonné depuis 6 à 8 ans).

Peu de personnes (du réseau militant) étaient au courant de leur vie dans ce squat. L'intervention d'une pelleteuse envoyée par la municipalité de Montreuil pour détruire le bâtiment, a suscité l'émotion chez des voisins et leur a fait prendre conscience de l'existence des Roms dans le bâtiment. L'action municipale a été de fait, interrompue par des personnes venues en renfort pour aider les Roms.

C'est à partir de ce moment-là qu'un Collectif s'est formé entrant en relation avec les habitants du squat, les aidant à faire des dossiers de régularisation, à obtenir l'AME ou la CMU et inscrivant les enfants à l'école

- Une première expulsion a lieu le 14 avril 2003. Le bâtiment qui les abritait, est détruit.

Participation du DAL en juillet 2003 pour l'ouverture d'un squat dans une ancienne maison d'agriculteurs, où ils resteront pendant 2 ans. La propriétaire réussit à récupérer son bien.

Nouvelle expulsion le 5 mai 2005.

Après cette expulsion, les Roms errent pendant plusieurs mois sur la place de la mairie et alentours, chassés à chaque fois par la police lorsqu'ils essayent de s'installer quelque part.

Ensuite (octobre 2005), un groupe s'est installé sur un terrain des murs à pêches, un autre groupe a squatté une sorte de hangar, avenue Pasteur.

- Le groupe de Roms, avenue Pasteur a été expulsé plusieurs fois durant l'hiver 2006-2006, pour l'être définitivement le 20 août 2006. A chaque fois, quelques Roms sont revenus, passant par la fenêtre, la porte ayant été murée, ou creusant une porte directement dans la muraille.
- Le groupe installé sur une parcelle des murs à pêches a été expulsé le 1er septembre 2006.

Ils ont ensuite campé sur la place de la Mairie.

Un Collectif de soutien s'est reformé à ce moment-là. A un moment une personne du Collectif a fortement influencé les Roms pour s'installer sur un terrain repéré également par eux-mêmes, rue de la Montagne Pierreuse près des réserves d'eau du Sedif. La police est venue leur rendre visite. Les soutiens ont eu à faire face à quelques visites d'acteurs municipaux. Mais apparemment, cette occupation sur un grand terrain désert ne gênait personne et semblait être tolérée.

Puis, 15 jours après, alors que toutes les cabanes étaient construites et prenaient tournure, la police est venue et les a expulsés, sans ordre préfectoral. Puis, elle a mis le feu à toutes leurs affaires restées sur le terrain. Une plainte a été écrite, signée par un Rom, et envoyée au Préfet de Bobigny.

De nouveau les Roms ont campé sur la place de la Mairie et ont dû subir le froid d'octobre et novembre.

Ensuite, une maison, dans le Haut-Montreuil a été trouvée et indiquée à une des familles dont une des fillettes était parrainée par deux membres du Collectif. Des voisins yougoslaves ont aidé à cette installation.

Par ailleurs, une personne du Collectif a indiqué à plusieurs familles Roms, une maison vacante

dans le Bas-Montreuil. Des Roms s'y sont installés.

Une 3ème maison a été découverte par les Roms eux-mêmes.(rue Pierre de Montreuil)
Ainsi qu'une 4ème non loin du Centre-ville.

En outre, plusieurs terrains sont occupés par des Roms dans la ville. Nous en avons repéré deux.

Autant dans la saison d'été, les Roms ont été pourchassés de partout, autant en hiver, une véritable trêve à leur égard, a eu lieu. Néanmoins un des propriétaires (rue Pierre de Montreuil) s'est manifesté en cherchant à les chasser. Une personne du Collectif de soutien s'est déplacée au Tribunal avec les squatteurs, et a réussi à faire reporter la mesure d'expulsion au mois de mars.

Nous pouvons craindre qu'avec le retour du printemps, les expulsions ne reprennent.

Concernant un travail de fond auprès de ces familles, cela a été difficile, car il y a eu beaucoup de mouvements au cours de l'hiver. En automne 7 enfants étaient scolarisés, dont 6 dans la même école, et ce depuis plusieurs années.

Le Maire au cours de sa visite de rentrée avait été le destinataire d'un texte rédigé par les enseignants de cette école disant en substance qu'ils trouvaient la situation des enfants dormant dans la rue, inadmissible. Le maire avait alors affirmé qu'il logerait les familles dont les enfants étaient scolarisés. Malheureusement cette PAROLE est tombée dans les oubliettes des dossiers du Maire, lequel malgré les relances de cette école, soutenue par le conseil de parents d'élèves, n'a jamais donné suite à cette proposition qu'il avait pourtant faite.

Par ailleurs deux personnes du Collectif ont eu des rendez-vous hebdomadaires en automne, avec un Maire-Adjoint censé être le représentant du Maire en cette occasion. Ces entretiens n'ont débouché sur aucune proposition intéressante ou constructive. Les deux personnes du Collectif de soutien se sont lassé de ces entretiens vides et sans aucune perspective, et ils les ont arrêtés.

Les roms qui n'avaient pas d'eau ni d'électricité dans une des maisons, pas d'espoir d'avoir, ni logement, ni papier, ni travail, ont décidé de partir, la situation leur paraissant difficile à vivre dans cette ville : deux familles sont parties pour la Roumanie, une en Suède, trois en Irlande. L'école en question s'est retrouvée avec une seule enfant, qui par la suite, n'a plus voulu y aller.

Le Collectif de soutien a eu un certain nombre de réunions à la Bourse du travail et a rédigé un texte demandant la tenue d'une table ronde avec un certain nombre d'acteurs institutionnels -texte joint- autour de la question des Roms. La difficulté a été la non-venue des Roms à ces réunions, donc leur non-participation.

Il a donc été décidé au final de faire des réunions avec les Roms dans les squats afin d'entrer en relation avec eux et de faire un travail sur le terrain.

26 février 2007